

Article 31 du Règlement

Ces médecins ont fait savoir à la ministre de la Justice qu'ils ne peuvent pas pratiquer la médecine sous le régime d'une loi punitive et sous la menace de poursuites au criminel pour avoir exercé leur jugement professionnel.

À l'heure actuelle, il est extrêmement difficile pour un grand nombre de Canadiennes de certaines régions de se faire avorter. Les médecins soutiennent que le projet de loi C-43 ne fera qu'envenimer les choses. Dans ces circonstances, comment la ministre de la Justice peut-elle persister à vouloir criminaliser de nouveau l'avortement? Comment le ministre de la Santé peut-il tolérer qu'on réduise de la sorte l'accès aux soins de santé, y compris quand il s'agit du choix de procréer ou non?

Il est encore temps de retirer le projet de loi sur l'avortement. Nous prions instamment le gouvernement de le faire.

* * *

LA SEMAINE NATIONALE DE LA FAMILLE

M. Al Johnson (Calgary-Nord): Monsieur le Président, une famille solide représente l'appui le plus fondamental de l'enfant, qui est la ressource la plus précieuse au monde.

Il faut féliciter le premier ministre et tous les chefs d'État qui ont assisté au Sommet mondial sur l'enfance d'avoir mis l'accent sur la situation des enfants. Le Canada peut être fier du rôle de son premier ministre, qui agissait comme co-président de ce sommet.

Au cours de la Semaine nationale de la famille, nous devrions reconnaître que la famille constitue la pierre angulaire de toute nation, dont la nôtre. Si nous, comme gouvernement ou comme peuple, voulons assurer l'avenir de nos enfants, nous devons d'abord assurer l'avenir de la famille dans notre société.

Appuyer la famille, c'est appuyer l'enfant.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, les événements survenus récemment et ceux qui se sont produits l'été dernier ont montré une fois de plus l'arrogance du gouvernement conservateur et le mépris total qu'il a pour le point de vue et les préoccupations des Canadiens sur des questions d'intérêt national.

Le refus du gouvernement de rappeler le Parlement l'été dernier, pour faire face à la crise à Kanesatake et à Kahnawake, un sujet de préoccupation non seulement

pour les autochtones mais pour tous les Canadiens, est tout à fait déplorable. Cela laisse bien voir l'indifférence du gouvernement à l'égard du Parlement et de nos traditions démocratiques.

En fait, les Wasauksings de la circonscription de Parry Sound—Muskoka ont dû me faire part de leurs inquiétudes lorsque leur propre député a refusé de les écouter. Ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres de l'arrogance du gouvernement conservateur.

Soyez certain, monsieur le Président, que le gouvernement paiera chèrement, aux prochaines élections, son manque de respect envers le point de vue des Canadiens.

* * *

LA JOURNÉE MONDIALE DE L'HABITAT

M. Dave Worthy (Cariboo—Chilcotin): Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de l'habitat. C'est une occasion pour les Canadiens de réfléchir à la façon dont ils peuvent aider leurs prochains au Canada et à l'étranger pour appuyer cette initiative des Nations Unies.

Dans les pays en développement, 140 000 personnes abandonneront aujourd'hui leurs villages ruraux et opteront pour la vie urbaine qui leur promet des emplois et une meilleure qualité de vie. Malheureusement, les villes sont incapables de tenir leurs promesses. Faute de logements à leur offrir, elles forcent les migrants à s'installer dans des bidonvilles surpeuplés. Dans bien des pays, les besoins de ces nouveaux arrivants dépassent les moyens financiers des gouvernements.

Par contre, beaucoup d'autres pays réussissent à surmonter cette crise. Le problème du logement étant un problème mondial, tous les pays du monde doivent unir leurs efforts pour le résoudre. La plupart des pays veulent le résoudre, mais n'en ont pas les moyens. Nous devons donc les aider avec nos connaissances et nos institutions financières.

* * *

[Français]

LES CRIS DE LA BAIE JAMES

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, les Cris de la Baie James désavouent George Erasmus. Le porte-parole du Grand conseil des Cris du Québec estime qu'il agit de façon irresponsable en prévoyant que la lutte des autochtones contre le projet de la Baie James II donnera lieu à des actes de violence.